

NOTES DE LECTURE

Alexander Schölch (ED.), *Palestinians over the Green Line : Studies on the Relations Between Palestinians on Both Sides of the 1949 Armistice Line since 1967*, Londres, Ithaca Press, 1983.

Le livre se compose à la fois de recherches sur le terrain et d'essais stimulants pour l'esprit du lecteur. Le matériel présenté est pertinent, crucial pour la question palestinienne, important pour les débats à venir à propos du conflit israélo-arabe. Les chapitres sont tantôt des analyses, tantôt des enquêtes statistiques : ce matériel varié a toujours pour objet la condition des Palestiniens sous l'occupation israélienne, mais le traitement des questions peut être très différent, allant de l'analyse théorique à l'examen de lignes pratiques spécifiques.

Il est souhaitable que les questions exposées dans ce livre soient connues d'un public plus large. Plusieurs des points traités dans ce volume méritent d'être approfondis et documentés, d'autres sont contestables et à prendre comme des élaborations théoriques sans grand rapport avec la réalité.

L'importance de ce livre est qu'il traite des relations des Palestiniens entre eux. Les relations entre les différentes populations palestiniennes posent en effet des problèmes qui n'ont pas encore été traités dans la littérature consacrée au conflit israélo-arabe. Les articles présentés dans ce volume s'attachent au contraire aux dilemmes où se trouvent les Palestiniens de Cisjordanie, de Gaza, d'Israël lorsqu'ils renouent des relations interrompues depuis dix-neuf ans.

L'ouvrage comprend sept chapitres, dus à six auteurs. Alexander Schölch, coordinateur du projet, est l'auteur d'une très courte mais vigoureuse introduction qui trace le cadre du livre. Schölch rejette toutes les théories qui veulent expliquer l'évolution des sociétés en voie de modernisation : pour lui, elles ne s'appliquent

pas à la situation des Arabes en Israël. Il conclut ainsi : « *Il faudra bien enfin admettre que nous avons affaire ici à un cas particulier... Si l'on veut comprendre la situation des Arabes résidant dans l'État juif, il est sans doute plus utile de jeter un coup d'œil sur la carte du programme d'implantations en Galilée et sur les statistiques des colonies dans les territoires que d'essayer de retrouver là un modèle sociologique américain* » (p. 17).

Les auteurs rejettent d'abord les modèles existants ; ils examinent ensuite les sociétés israélienne sioniste d'une part, arabe palestinienne de l'autre, et cherchent dans cette comparaison une meilleure compréhension des conséquences, pour les Palestiniens, de l'autorité israélienne imposée en 1948 puis en 1967. Reinhard Wiemer décrit l'idée que les sionistes se font des Arabes en Israël. Ibrahim Dakkak apporte deux articles : le premier, une excellente analyse des rivalités internes palestiniennes, le second, un examen de l'attitude des travailleurs arabes. Emile Sahliyah commente l'attitude politique des élites palestiniennes en Cisjordanie et en Israël. Kamal Abdulfattah signe un court chapitre sur la démographie palestinienne de part et d'autre de la ligne d'armistice de 1949. Le dernier chapitre, dû à Alexandre Flores, analyse l'influence politique par-dessus la « ligne verte ».

Les articles de Wiemer et Dakkak exposent les positions israélienne et palestinienne d'une manière qui suscitera des désaccords dans la communauté palestinienne.

A la suite de la guerre de 1967, deux des groupes palestiniens les plus nombreux passèrent sous une seule et même occupation israélienne. Le groupe des Arabes palestiniens, auparavant sous l'autorité jordanienne, adopta un idéal de libération nationale. L'autre groupe palestinien, c'est-à-dire les Palestiniens qui étaient restés dans leur pays après la guerre de 1948, avaient dû résoudre un cruel dilemme au moment de l'armistice : s'ils restaient, ils devenaient des citoyens israéliens dans le nouvel État sioniste ; s'ils partaient, ils deviendraient des réfugiés, avec pour espoir le retour dans une patrie libérée. Ceux qui choisirent de rester devinrent en effet citoyens israéliens. Mais leurs activités furent étroitement réglementées, et ils devinrent une autre espèce d'Arabes palestiniens, car ils subirent l'influence du système sioniste, avec ses pratiques économiques, son système politique, sa structure sociale.

Dans son chapitre, « Le sionisme et les Arabes après la fondation de l'État d'Israël », Reinhard Wiemer conclut que les Arabes, parce qu'ils représentaient un élément indésirable pour les planificateurs sionistes, ne furent jamais intégrés à la structure politique, économique et sociale israélienne. Les sionistes n'avaient pas prévu la présence d'une nombreuse population arabe dans leur nouvel État. Wiemer décrit les hésitations des premiers organisateurs sionistes, qui envisagent d'abord un transfert des populations palestiniennes vers la Jordanie, puis une intégration des Arabes à l'État sioniste. Ben Gourion espérait se concilier les Arabes et en faire des sionistes.

Ben Gourion refusa la solution du transfert des Palestiniens, non par scrupule

moral mais parce que cela risquait de compromettre la situation internationale, déjà précaire, d'Israël. Il préconisa, dit notre auteur, « *d'assimiler les Arabes et, plus tard, d'en faire des juifs* ». Son argument était que « *la population arabe rurale était peut-être bien d'origine juive* » (p. 36).

Tandis que Ben Gourion semblait rechercher une solution pacifique, un accord avec les Arabes, Joseph Weitz, qui était alors le directeur du Fonds national juif, exprimait le point de vue sioniste dominant : « *Il est clair qu'il n'y a pas assez de place pour les deux peuples dans ce pays... C'est un pays vaste et ouvert si les Arabes s'en vont. S'ils restent, c'est un pays pauvre et petit* » (p. 34).

En conclusion, Wiemer rejette l'idée que les classes ouvrières arabe et juive puissent se fondre en une seule masse prolétarienne capable de renverser l'État sioniste. Il démontre avec force et raison que les ouvriers juifs doivent leur allégeance au sionisme, et réfute comme simpliste l'idée que Juifs et Arabes puissent s'allier pour une même cause parce qu'elle serait bénéfique aux uns comme aux autres.

L'essai de Dakkak, « *Retour à la case départ : étude de la réapparition de l'identité palestinienne en Cisjordanie 1967-1980* », mérite une lecture plus attentive que les autres chapitres car la façon dont il définit les points de conflit entre les camps palestiniens rivaux prête à controverse. Il pose en principe que la conscience et l'identité palestiniennes sont en grande partie la conséquence du sionisme ; « *les Arabes (des pays arabes) avaient besoin d'un bouc émissaire à charger de leurs bévues, ils ont par conséquent arabisé le révolutionnaire palestinien et assimilé le rôle palestinien* » (p. 67) ; « *la reconnaissance de l'OLP par différentes instances internationales et son rôle de représentant des Palestiniens donnèrent la priorité aux préoccupations politiques aux dépens des activités militaires* » (p. 79) ; la dérive de l'OLP vers la droite, son rapprochement avec les régimes arabes réactionnaires créa pour les Palestiniens un problème d'identité ; « *cet état de fait a permis aux régimes arabes de réviser leur position vis-à-vis des Palestiniens et du problème palestinien de la façon la plus avantageuse pour eux, parvenant ainsi à dicter leur volonté et servir leurs intérêts* » ; le résultat immédiat de la guerre (de 1948) fut que « *l'incapacité des sociétés arabes à accepter un transfert des Palestiniens maintint en vie la cause palestinienne et lui conserva son dynamisme, même à un certain moment sans aucune direction proprement palestinienne* » (p. 88-89).

Les conclusions de Dakkak méritent l'attention. Elles ne doivent pas rester sans réponse. Par exemple, pour Wiemer, il serait simpliste de penser que les Juifs et les Arabes puissent s'unir et former une force nouvelle d'« *intérêt de classe* » face au sionisme (p. 60), et pourtant c'est bien cela que Dakkak préconise. La solution qu'il propose au problème des Arabes en Israël est en effet bien simpliste : rejet des forces conservatrices qui, au sein de l'OLP, sont soutenues par les régimes arabes réactionnaires ; il presse les progressistes de proposer des solutions de rechange afin de retrouver « *une stratégie palestinienne réaliste et, par là, une relation dialectique entre " l'intérieur " et " l'extérieur " permettant de mettre en*

œuvre cette stratégie ». Il ajoute qu'il n'est pas impossible de reformer les rangs « *par-delà les barrières ethniques et de s'allier aux forces juives démocratiques en Israël* ».

En conclusion, Dakkak explique que l'union de ces forces « *peut montrer que ce long conflit sanglant n'était qu'un long travail pour placer le problème sur ses bases véritables, celles des intérêts de classe* » (p. 93).

Cette analyse peut séduire ceux qui croient qu'une population juive rescapée de l'holocauste se soucie davantage de la condition prolétarienne que du sionisme. Mais le lecteur plus conscient n'y verra qu'un rêve. L'analyse par Dakkak des relations inter-arabes et inter-palestiniennes en est une preuve de plus : Palestiniens et Arabes n'ont pu se mettre d'accord pour adopter un plan de paix pour la Palestine. L'idée que la conscience de classe chez les Arabes et les juifs pourrait être plus puissante que le nationalisme exige qu'on fasse abstraction de trop d'épisodes historiques pour être convaincant. Il ne faut pas passer sous silence ces propositions de solutions fantasmagoriques. Elles méritent qu'on les prenne au sérieux et les examine de façon rationnelle. L'échange des idées, la diversité permettent de clarifier les questions et de construire un consensus sur ce qui est raisonnable et fondé en raison et en expérience.

Cet ouvrage mérite examen car on y trouve, au milieu de notions erronées, des idées stimulantes.